

LEA **SACRIFIÉS**

Bulletin mensuel de la Fédération des Victimes du Nazisme enrôlées de Force



N° 7 / 1968

8e année

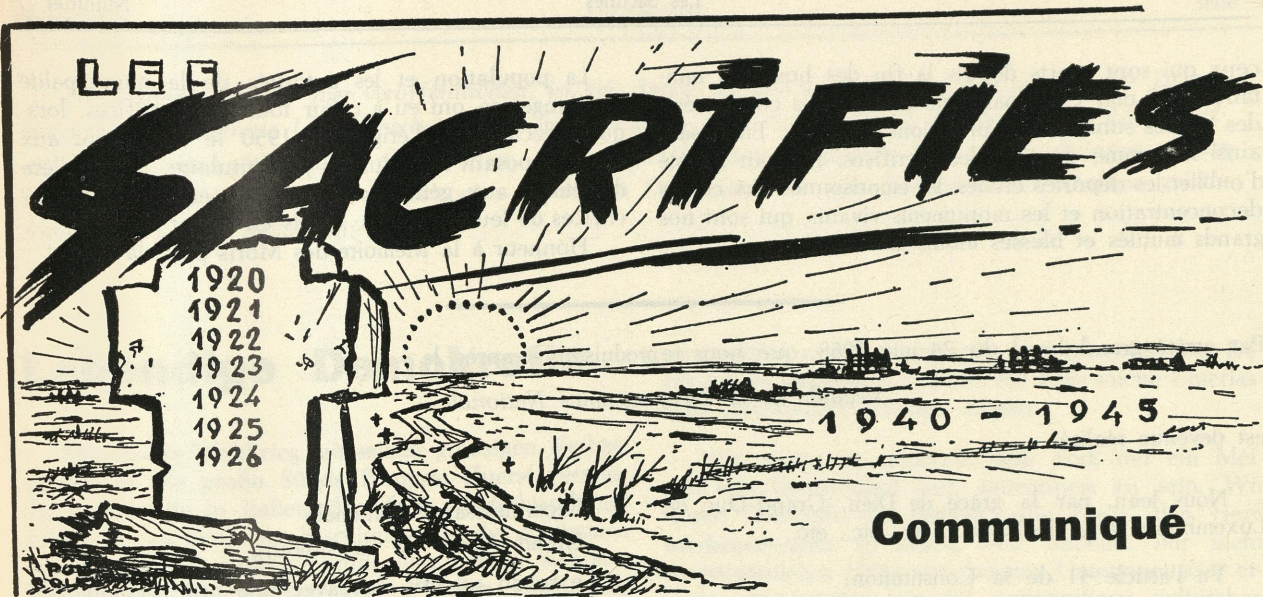
Prix: 8,— frs lux.

Abonnement: 50,— frs

**Monument
aux
Morts**

Dudelange

Rédaction:
9, rue du Fort Elisabeth
Luxembourg



Tirage 10 000

Aus dem Inhalt

Médaille de la Reconnaissance Nationale

Lettre à M. P. Werner

Lebendige Demokratie

Generalversammlung (Schluß)

Die Mutilierten von Reims

Anerkannt

Er ist ein Tiroler

Nur ein Traum

Fête Nationale

Päng!

Lu pour vous

Oenner ons

Fédération des Victimes du Nazisme Enrôlées de Force a.s.b.l.
Siège: Luxembourg, 9, rue du Fort Elisabeth. - Case postale 17 - Luxembourg-Gare
C. C. P. 313-29

Rédaction du bulletin mensuel «Les Sacrifiés» Luxembourg, 9, rue du Fort Elisabeth Case postale 17 - Luxembourg-Gare

Monument National - C. C. P. 319-10.

Fonds d'Action - C.C.P. 210-49

La Fédération représente:

l'Association des Parents des Déportés Militaires Luxembourgeois, Secrétariat: 21, rue du Fossé, Luxembourg, C. C. P. 59-02 ● la Ligue Luxembourgeoise des Mutilés et Invalides de Guerre 1940-1945, Case postale 382 - Luxembourg-Ville, C.C.P. 286-33 ● l'Amicale des Anciens de Tambow, Secrétariat: Kleinbettingen, 12, rue de la Gare, C.C.P. 240-07 ● l'Association des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme, Secrétariat: Luxembourg, 9, rue du Fort Elisabeth Case postale 17 - Luxembourg Gare, C.C.P. 313-24

Imprimerie Hermann, Luxembourg

Communiqué

Il est porté à la bonne attention de nos membres que, contrairement au préavis publié au dernier numéro du «SACRIFIÉS»,

La Journée Commémorative Nationale des Enrôlés de Force

n'aura pas lieu le premier septembre prochain, mais est reportée, pour des raisons d'organisation, au

15 Septembre.

Cette décision a été prise lors de la réunion du comité de la Fédération des victimes du nazisme, enrôlées de force, en date du 11 juillet 1968.

Le Comité.

★ ★ ★

Le Monument aux Morts

en page titulaire est celui de Dudelange. Il est situé au croisement des routes de Kayl, de Bettembourg et de l'avenue Grande Duchesse Charlotte, dans le voisinage de la gare du chemin de fer, Dudelange-Ville.

Il fut érigé en 1950 par la municipalité de Dudelange avec le concours de la section locale de la ligue «ONS JONGEN». Architecte était M. R. Vercollier, sculpteur, M. L. Vercollier, tandis que les grosses oeuvres furent exécutées par l'ensemble des entrepreneurs de Dudelange. L'édifice à la mémoire des morts et disparus au cours de la dernière guerre fut inauguré le 15 octobre 1950.

A part de la population de Dudelange déjà très éprouvée par les événements de guerre en 1940, lors de l'invasion allemande et encore au cours des jours précédant la libération, en septembre 1944, c'est plus particulièrement encore les jeunes des classes 1920 à 1927 qui ont connu un sort épouvantable. Des 557 déportés militaires dudelangeois, 78 sont tombés, 7 ont été fusillés et 59 ne sont plus rentrés. Ce-ci fait un pourcentage de 25,85. A toutes ces pertes de vies humaines s'ajoutent

ceux qui sont morts depuis la fin des hostilités militaires, le 8 mai 1945, par suite de maladies contractées, des sévices subis et des privations endurées. En faisant ainsi la somme de tous les sacrifices, il serait injuste d'oublier les déportés civils, les emprisonnés aux camps de concentration et les monuments vivants, qui sont nos grands mutilés et blessés moins graves.

La population et les autorités de la municipalité dudelangeoise ont eu à coeur tous ces sacrifices, lorsqu'ils décidèrent d'ériger en 1950 le monument aux Morts imposant reproduit en page titulaire. Il rappellera dignement aux générations présentes et futures les sacrifices de leurs ancêtres. Qu'ils en soient dignes!

Honneur à la Mémoire des Morts pour la Patrie!

Par arrêté grand-ducal du 24 juin 1968, que nous reproduisons ci après, la

Médaille de la Reconnaissance Nationale

est devenue réalité.

Nous Jean, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc.,

Vu l'article 41 de la Constitution;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1er. Il est créé une «Médaille de la Reconnaissance Nationale».

Art. 2. La Médaille est en bronze et de forme circulaire (39 mm de diamètre).

Elle porte au recto les millésimes 1940-1945 ainsi que divers signes symbolisant: la guerre (fils de fer barbelés) l'aide apportée aux résistants et réfractaires (mains protectrices recueillant des patriotes persécutés) et les peines auxquelles s'exposaient les résistants telles que l'exécution (croix), l'incarcération (grilles de prison), la déportation (pont menant en exil), la confiscation des biens (toit brisé).

Au verso la médaille porte cinq anneaux et la mention:

Reconnaissance Nationale
Grand-Duché de Luxembourg

Le ruban est gris clair avec une raie tricolore verticale en son milieu.

Art. 3. La médaille est conférée aux personnes qui, au cours de la deuxième guerre mondiale, ont apporté, en vue de les protéger de l'emprise de l'occupant, une aide à des Luxembourgeois persécutés ou exposés à des sévices de l'ennemi, en assumant des risques pour leur personne, leur famille ou leurs biens.

La collation se fait par Nous sur rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement.

Art. 4. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Pierre Werner

Palais de Luxembourg, le 24 juin 1968
Jean

Nachstehend veröffentlichen wir einen Brief, den uns die

Ligue Luxembourgeoise pour la protection du contribuable

zu diesem Zweck übersandte.

Luxembourg, le 12 juin 1968

Monsieur Pierre WERNER
Ministre d'Etat,
Ministre du Trésor
Luxembourg

Nous nous permettons de vous signaler une grave rigueur inhérente à la loi portant réforme de l'impôt sur le revenu, rigueur qui frappe une catégorie de gens qui ont été touchés le plus cruellement par la dernière guerre. Il s'agit des veuves des résistants et des enrôlés de force qui ont succombé sous l'occupation.

D'après la législation antérieure au 1er janvier 1968, ces personnes, si elles n'avaient pas droit aux abattements pour charges d'enfants, rangeaient au groupe d'impôt III.

La loi du 4 décembre 1967 assimile les veuves des victimes du nazisme aux célibataires. Il en résulte

une charge énorme pour les intéressées qui peut atteindre deux à trois mille francs par mois.

Ce détail aura certainement échappé au législateur.

Nous nous permettons en conséquence de vous proposer de bien vouloir accorder aux personnes lésées la remise gracieuse de l'excédent d'impôt résultant de l'application de la nouvelle législation, en attendant la réforme de la loi de l'impôt sur le revenu, qui s'impose, dès à présent.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération très distinguée.

Le secrétaire, Le président,
J.P. Bertrand J. Al. Schlechter

Der Beitrag, den wir hier veröffentlichen, ist ein Appell an alle jene, die eine Erneuerung der Luxemburgischen Demokratie lebhaft herbeisehnen. Es ist zugleich eine Aufforderung, am politischen Leben regsam teilzunehmen. Wir stellen gerne denen, die Anregungen, Beanstandungen, Wünsche vorbringen, unsere Spalten zur Verfügung. Wir begrüßen eine fruchtbare Diskussion, die zum demokratischen Denken gehört. Schreibt an unsere Redaktion.

Lebendige Demokratie

Der zweite Weltkrieg mit seinen grausigen Verheerungen ist die große Sünde Europas. Zuerst versagte die Demokratie in Italien, darauf in Deutschland und zuletzt in Spanien. Der Faschismus, aus der schlimmen Entartung der Demokratie entstanden, breitete sich aus. In den drei Ländern entfesselte er Kriege. Doch auch in Frankreich und in England war die Demokratie veraltet, kraftlos, siech. Die ratlose Demokratie fand die Kraft nicht mehr, sich der faschistischen Emporkömmlinge zu erwehren. Weil sie sich feig aus dem frechen Streit heraushalten wollte, wurde sie erst gerade mitten ins mörderische Gewühl hineingerissen.

Mußte diese Katastrophe zwangsläufig hereinbrechen? Über diese Frage haben wir Zeit gehabt, lange und bitter nachzudenken unter der Hitlerherrschaft, in den Kerkern und Kazetten, in der Deportation, im gepfeiften Militärdienst. Und unsere Antwort ist klar und kategorisch: Dieser Krieg mit seinen fürchterlichen Menschenopfern wäre vermeidbar gewesen, wenn sich die Demokratie wertbewußt, aktiv und in sich selbst gesichert erwiesen hätte.

Und wie ist es heute? Noch immer steht die Demokratie auf schwachen Füßen. Das wurde uns wiederum in den Pariser Maitagen mit Schrecken bewußt. Es bedurfte bloß des zornigen Anlaufs der jungen Studenten und Arbeiter, um die Fundamente eines Regimes, das vielleicht nur pseudodemokratisch ist, zum Erbeben zu bringen.

Es ist höchste Zeit, daß wir zur Besinnung kommen und nach dem Rechten sehen. In der politischen Welt, die zerfahren und zerstritten ist, müssen wir mit einem zuverlässigen Kompaß einen neuen Weg suchen. Dabei halten wir uns, um sicher zu gehen, an einen Leitgedanken, der unverbrüchlich ist: die Demokratie ist unter allen politischen Systemen immer noch das vernünftigste, brauchbarste, menschenwürdigste.

Doch viele Symptome weisen darauf hin, daß die Demokratie in manchen Ländern, und auch hierzulande abgelebt und schwach ist. Es gilt daher, eine gute Diagnose aufzustellen und den Heilungsprozeß wirksam in Gang zu setzen. Das ist die Aufgabe.

Dornröschenschlaf

Noch ist es nicht zu spät. Aber es ist höchste Zeit. Denn wir dürfen nicht ein zweites Mal die Aufgabe versäumen. Nach dem Kriege, im Jahre 1945, haben wir schimpflich die Gelegenheit verpaßt, die wahre Demokratie, die wir mit der ganzen Glut der Phanta-

sie erträumt und ersehnt hatten, zu verwirklichen. Dafür gab es mancherlei Gründe, die eine solche Unterlassung nachträglich erklären mögen.

Wir waren zu glücklich, dem Tod, der ein Meister aus Deutschland war, entronnen zu sein. Wir waren überfroh, die Heimat, das Haus, den Herd wiedergefunden zu haben. Wir dachten nur mehr an persönliches Glück. Im braven Untertanengeist erzogen, ermangelten wir des notwendigen politischen Spürsinns. Wir witterten nicht die Hinterlistigkeit der Herrschsüchtigen. Kindergläubig wähten wir, daß die alte Demokratie (auch sie war schon lungensüchtig) die wir noch verklärt in den rotweißblauen Farben der 1939er Jahrhundertfeier geschaut hatten, bloß restauriert zu sein bräuchte, damit wir idyllisches Glück im vaterländischen Winkel genießen. Diesen törichten Glauben bestärkten behende die schlaunen Tagespolitiker im Friedenstaumel, um ihr abgefeimtes und abgezühtes System wieder zu etablieren.

Das Grundübel war nach dem Krieg die falsche Verbrüderung in der Form einer Nationalunion. Als ob die Opposition nicht national wäre! Daran leiden wir noch heute in der schäbigen Erbschaft einer sich immer weiterschleppenden Regierungskoalition der zwei sogenannten staatsverhaltenden Parteien. Im Anfang machten sogar die Kommunisten frischfröhlich mit. Die Exilpolitiker, die seit dem 10. Mai 1940 durch alle Schlaglöcher des Irrsals hindurch bis nach London gestolpert waren, rieben sich damals, nach anfänglicher Beklemmung, vergnügt die nicht ganz sauberen Hände. Sie erkühlten sich zynisch, wie Heilige und Heilande sich feiern zu lassen.

Der politische Wiederaufbau Luxemburgs hätte 1945 demokratisch unter dem wachsamen Auge einer strengen Opposition stattfinden müssen. Dann säßen wir heute nicht so tief im Verdruf. Dann würde die Jugend nicht ungläubig spötteln, wenn wir von Demokratie reden.

Im Jubel der amerikanischen Liberation hatten die Exilpolitiker sich wie Märchenprinzen gebärdet, die, das Dickicht der feindlichen Fesselung zerhauend, das Luxemburger Dornröschen aus dem bösen Schlaf in die Freiheit küßten. In Wirklichkeit lullten sie es in einen neuen Schlaf. Die Prinzen, die uns regieren, sind immer noch die alten Roßtäuscher und Rattenfänger. Und immer noch tappen wir von Täuschung zu Täuschung.

Daran sind wir auch selber schuld. Wir ließen gewähren. Wir waren gläubige Toren. Wir besannen uns nicht auf das Licht unserer eigenen Vernunft. Wer zu laut nach ungeschorener Ruhe ruft, findet schnell den Schalk, der ihm die Schlafmütze über die Ohren zieht.

C.entre

Fortsetzung und Schluß des Berichtes über die

Generalversammlung der „Association des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme“

In einem siebenseitigen Bericht über die Generalversammlung der Zwangsrekrutiertenorganisation zeichnen wir die Mannigfaltigkeit der Probleme auf, mit denen sich die ehemaligen Zwangseingezogenen zur Zeit, mehr als 23 Jahre nach dem Krieg, noch immer beschäftigen müssen.

Obschon die Berichterstattung in der Heftnummer 6 lang ausfiel, erstreckte sie sich doch nur auf die Sitzung vom Morgen des 26. Mai. Tatsächlich langte die Zeit von 9 bis 12 Uhr gerade, um den zahlreichen Delegierten aus allen Teilen des Landes, außer den routinemässigen Arbeiten einer Generalversammlung, die Probleme der «Enrôlés» vorzutragen und den Standpunkt des Zentralvorstandes darzulegen. So beschränkten sich die Interventionen der Delegierten am Morgen auf Fragen, die sie präzisionshalber zu diesem oder jenem Punkte zu stellen hatten.

Die eigentlichen Diskussionen fanden am Nachmittag statt. Die vielen, manchmal recht heftigen Interventionen der Sprecher der verschiedenen Delegationen, ließ die Kameraden des Vorstandes aufhorchen.

Wer die zum Schluß der Tagung abgefaßte Resolution genau durchlas, (siehe Heft Nr 6.) dem wird unwillkürlich klar geworden sein, daß tiefe Unruhe, Unzufriedenheit und starker Mißmut unter den ehemaligen in deutsche Uniformen Gepreßten herrscht.

Ehe wir mit der Berichterstattung über die Nachmittagsstimmung beginnen, sei folgendes vorerst festgehalten:

Angesichts der zahllosen, nahezu ergebnislosen Interventionen des Zentralvorstandes in Sachen der Zwangsrekrutierten bei allen politischen Instanzen, von der höchsten bis zur niedrigsten, dem kaum merklichen Vorwärtkommen auf dem Wege der definitiven Regelung ihrer Probleme, wurde die Frage aufgeworfen, ob das bisherige Vorgehen richtig gewesen sei.

Unsere Parlamentarier, insbesondere jene Zwangsrekrutierten, die den Majoritätsparteien angehören, haben versagt. Und man muß sich schon fragen, wozu wir eigentlich so viele ehemalige Enrôlés mit einem Mandat in die Abgeordnetenkammer schickten, wenn letztere sich nachträglich den parteipolitischen Maulkorb aufsetzen lassen. Das war sonder Zweifel ein Schlag ins Wasser. Wir bedauern zutiefst. Wer solcher Art das Vertrauen seiner Kameraden verscherzt, darf sich denn auch nicht wundern, wenn letztere sie fallen lassen.

Wäre all unser Bemühen nicht etwa besser angewandt gewesen, wenn wir das Volk über die bestehenden Uebel aufgeklärt und ihm den wirklichen Sachverhalt der Dinge dargelegt hätten. Davon hätte der Ausgang der Wahlen von 1964 weitgehend abgehungen. Manches Abgeordnetenmandat wäre nicht mehr erneuert worden. Andere hätten ein solches nie erhalten.

Bedenkt man beispielsweise, daß unser Staat, jenes Land Luxemburg, «fier dât mir géif heinden alles wôn», ja nicht nur «würden», sondern wirklich wagten, – ungemein hoch ist die Zahl derer, die ihr Leben für es gaben – sich heute hart am Rande des Bankrotts befindet; – wenn man andererseits dann weiß, daß seine sogenannten «großen» Politiker es fertigbrachten bei Gelegenheit des Aushandelns jenes Mini-Wiedergutmachungsvertrages, ließ besser: Schandvertrag, sich ausgesprochen «großzügig» gegenüber dem Schuldner Deutschland erwies; wenn man weiter die Unfähigkeit der Politiker feststellt, ein prioritäres Guthaben einzutreiben (um ein solches handelt es sich wirklich, mit «Dommages de guerre» hat es so gut wie nichts zu tun!) dessen Summen dem ganzen Volke zugute kämen, dann kann man ob solcher Mißstände, ja darf der Bürger, ganz gleich ob Zwangsrekrutierter oder nicht, nicht länger zusehen. Solches Verhalten oder Benehmen unserer politischen Instanzen kann wirklich nicht länger geduldet werden.

Angesichts der gemachten Erfahrungen – Politiker haben Felle so dick wie Elefanten – ist es zwecklos, ihnen dies und anderes vorzuhalten. Daß dem so ist, wissen sie besser als jeder andere. Nur möchten sie es vor dem Volke, der Wählermasse nicht wahrhaben.

Dagegen wehren wir Zwangsrekrutierte uns mit allen legalen, uns zur Verfügung stehenden Mitteln. Wir würden als die Wahrer der Ehre und die Vollstrecker des einzigen Vermächtnisses der vielen toten Kameraden, welches darin besteht, ein besseres, freies und demokratisches Luxemburg aufzubauen, unserer Pflicht nicht nachkommen, ließen wir uns vom Sog der Unverantwortlichkeit, der Unbekümmertheit mitreißen.

Nein und tausendmal nein! Wäre das unsere Absicht heute, so wären wir Toren, all das Leid auf uns genommen zu haben, damals, als Luxemburg vor dem deutschen Ausrottungsverfahren stand. Und damals in schwerer Zeit wußten wir ganz genau worum es ging. Ebenso wissen wir es heute.

Es ist unsere Pflicht, die Bürger Luxemburgs unvoreingenommen, ohne Emphase, klar und objektiv aufzuklären. Denn es ist der Zeitpunkt gekommen, da wir nicht nur mehr um die alleinigen Belange der Zwangsrekrutierten kämpfen, sondern um die der luxemburgischen Nation, welche eine Jugend mit ihrem Blute erkaufte. Und daß wir uns darauf verstehen, braucht wohl nicht besonders hervorgehoben zu werden.

Wenn wir den vorstehenden Passus aus dem Bericht über unsere letzte Generalversammlung besonders herausstellten, so geschah es, weil er uns außergewöhnlich wichtig erscheint. In Zukunft wird, so wie die Delegierten aus dem ganzen Lande es dem Zentral-

vorstand auftragen, die Aktivität der Zwangsrekrutierten sich auf ein Gebiet erstrecken, das andere vorzugsweise zu ihren Gunsten benutzten. Aufklärung der Bürger über Politik und sie dafür zu interessieren, (wenn der Einzelne sich nicht um die Politik kümmert, dann kümmert die Politik sich doch um ihn) ist in den Annalen unserer Organisation gewiß eine Neuorientierung.

Dabei werden unsere Vertreter weiterhin nicht von ihrem strikt apolitischen Kurs abweichen. Und das ist recht bemerkenswert.

Das was sie wünschen, was sie hoffen, was sie verwerfen und was sie vorschlagen werden, ist nichts anderes, als die Stimme des Gewissens des freien und demokratischen Bürgers, der sich uneigennützig für eine gerechte und ausgeglichene Politik innerhalb und außerhalb unserer engen Grenzen verwendet. Wichtig in diesem Zusammenhang ist sonder Zweifel die objektive Aufklärung des Volkes über die Belange einer gemarteten Jugend, die bisweilen vielerseits immer als unberechtigt und überspitzt hingestellt wurden. Allerdings handelt es sich hier nur um einen winzigen Teil der zu leistenden Aufklärungsarbeit.

Die ehemaligen Zwangseingezogenen und Opfer des Nazismus gehören allen Schichten und allen Klassen der Gesellschaft an. Ohne Partei zu ergreifen, möchten sie nicht gegen eine Verbesserung der Lebensbedingungen der Arbeiter, der Beamten, der Bauern, der Menschen in den freien Berufen, der Wirtschaft und der studierenden Jugend sein. Sie verstehen recht wohl die Ursachen und die Kämpfe um sozial-politische Gerechtigkeit, da sie neben all diesen Problemen eines zu wälzen haben, das bereits ein Vierteljahrhundert alt ist.

Richtungweisend war die diesjährige Generalversammlung der Delegierten schon.

Sie war aber auch ganz gewiß der Widerhall der sich allseits bemächtigenden Unruhe, Unzufriedenheit und des Mißmutes über alle uns weidlich bekannte Mißstände im Staate. Im Verlaufe der Diskussionen wurden am Nachmittag alle Punkte unseres Programms und deren Problematik ausgiebig behandelt. In scharfen, manchmal heftigen Interventionen der Delegierten wurde das Vorgehen der Regierung verurteilt, welche durch die von ihr erlassenen Ausführungsbestimmungen die votierten Gesetzestexte weitgehend verschlechterte. Das ist unwiderleglich der Fall bei den Aszendentenrenten und der Anrechnung zum Pensionspflichtalter der durch die Zwangsrekrutierung verlorengegangenen Zeit. Eine weitere Verschlechterung erfuhren die Witwen gefallener Kameraden durch eine übermäßige Besteuerung ihrer ohnehin recht kargen Renten.

Verurteilt wurde das Gesetz vom 25. 2. 67 über Maßnahmen zu Gunsten der Opfer des Nazismus das nichts weiter als ein platonisches Lippenbekenntnis und billiges Beruhigungsmittel sei. Sehr scharf wurde das Verhalten der «Enrôlés» verurteilt, die ein Mandat als Abgeordnete der Majoritätsparteien ausübten. Beim Votum dieses Gesetzes hätten sie konsequent für die Belange jener einstehen müssen, mit deren Stimmen sie ins hohe Haus einziehen durften. Bei der Bekanntgabe abfälliger Äußerungen und Bemerkungen ehemaliger Zwangsrekrutierter sowie anderer Deputierter, die diese in den Tagen vor dem Votum an unsere

Adresse abgaben, war es nicht mehr Unmut, sondern Zorn, der sich der Delegierten bemächtigte. Diese abfälligen, flätigen und unangebrachten Bemerkungen und Äußerungen müßten zu gegebenem Zeitpunkt veröffentlicht werden.

Liest man heute die Versprechen und Zusicherungen nach, die die jetzigen Deputierten der Jahrgänge 1920 bis 27 in Bezug auf eine gerechte Lösung des Zwangsrekrutiertenproblems einst abgaben, so muß man leider feststellen, daß sie sich recht wenig darum kümmerten. Einige sporadische Interventionen auf der Kammertribüne gab es ab und zu, denen allerdings jeder Saft und jede Kraft fehlte. Und das geschah wohl auch nur, um uns Wählern vorzumachen, daß man nicht alles vergessen habe. Geschieht es noch, gewissermaßen kurz vor 12 Uhr, dann nur zum Stimmenfang.

Weiter sprachen viele Delegierten von nicht abreisenden Versuchen, unsere starke Organisation durch Zwiespalt aufreißen zu wollen. Doch mitnichten. Ehe wir uns überhaupt um Politik kümmern, sind wir «Enrôlés». Wir müßten im Kriege den Kopf halten. Um dem Lande nützlich zu sein, lieben wir uns zur Schlachtbank führen, – es komme niemand und erzähle uns, wir hätten das damals nicht gewußt – damit andere in der Heimat verbleiben und leben durften, um, – so traurig es auch klingen mag, wahr ist es doch – uns nach dem Krieg zu schikanieren und zu diskriminieren.

Wo waren sie denn damals, die Vorkriegsminister? Alle hatten sie das Land Hals über Kopf verlassen, ohne irgend eine Anweisung an ihren «Ersatz» und an das Volk zurückgelassen zu haben. Nur einer kam damals nicht mit: Er hatte zu lange geschlafen.

Und heute versucht man uns durch blinden politischen Einfluß zu spalten. Doch haben wir dieses armselige Spielchen längst durchschaut. Durch unsägliches Leid, Tränen und Blut sind wir zusammengeschweißt worden. Das auf solche Art entstandene Zusammengehören durch politische Intrigen auflösen zu wollen, ist ein Unterfangen, das von vornherein zum Scheitern verurteilt ist.

Wer von uns könnte sich darob noch passiv verhalten? Wem ginge dabei nicht der Hut hoch?

Warum, ja warum eigentlich so viel schlechter Wille und immer wieder diese Willkür der Politiker?

Dem Bürger im Staat wird langsam, aber sicher klar, daß es so nicht weitergehen kann und darf. Steigende Unzufriedenheit gibt es in allen Ständen und Berufen. Die studierende Jugend ist ganz zu recht unzufrieden. Mittelstand, Arbeiter, Privatbeamte, alle sind sie unzufrieden mit den «Gewählten.»

Und die Zwangsrekrutierten?

Sie sind doppelt unzufrieden. Allen Ständen und Schichten der Bevölkerung angehörend, haben sie neben allen andern Sorgen und Problemen noch die aus weit zurückliegenden Kriegsjahren. National derart hypothekiert, – und beileibe, Luxemburg ist nicht allein, andere europäische Staaten sind es genau so – möchten die Herren Politiker ein vereintes, großes Europa aufbauen. Man kommt unweigerlich zu der Schlußfolgerung, daß gemessen an ihrer Inkompetenz auf nationalem Plane, diese auf internationalem Plane, ebenfals nur zu einem unheilvollem Durcheinander führen wird.

Leidenschaftlich schlugen die Wellen hoch, als das von unserer Regierung einzutreibende Guthaben zur Debatte stand, jenes Guthaben als Folge der völkerrechtswidrigen Zwangseinziehung junger luxemburgischer Staatsangehöriger durch die Deutschen. Es ist nicht Aufgabe unserer Organisation in Bonn vorstellig zu werden (dafür haben wir ein Außenministerium) und im Interesse unseres Landes Deutschland diese Ehrenschuld abzuverlangen, die ihm seine größtenwahn-sinnigen Herrenmenschen aufhalsten. Wer stiehlt und dabei erwischt wird, muß das gestohlene Gut wiedergeben und den angerichteten Schaden ersetzen. Deutsche stahlen Luxemburgs Jugend, wurden dabei erwischt und sind gehalten, den unserer Nation zugefügten Schaden nach Kräften wiedergutzumachen.

Schenkt man nun einerseits jenen Worten Glauben, die uns wissen lassen wollen, Deutschland empfinde große Schwierigkeiten einige Millionen DM aufzuwenden, – was an und für sich recht lächerlich klingt – so kann man andererseits wiederum nicht verstehen, wieso die Bundesrepublik im vereinten Europa die erste Geige spielen möchte. Hohe Auszeichnungen verteilt man in Hülle und Fülle, Dr. honoris causa-Titel, mit teurem Aufwand werden am laufenden Band vergeben. Das alles geht. Aber Ehrenschulden begleichen? Niemand fordert dies mit Nachdruck.

Ob all dieses Schlendrians und Schlamassels forderten die Delegierten den Zentralvorstand auf, sein passives Verhalten aufzugeben und erneut zur Aktion überzugehen. So wurde denn der Vorstand aufgefordert, geeignete, zweckentsprechende Aktionen zu studieren und in die Wege zu leiten um uns dadurch Gehör zu verschaffen.

«Il faut amener ces Messieurs à faire quelque chose», – sagte Kamerad Spitz vom «Groupement mosellan des Malgré-Nous» in Bezug auf die Politiker. Wie recht er hat!

Zum Thema «Monument national» nahmen zahlreiche Delegierte Stellung. Um darüber einen vollständigen Bericht zu veröffentlichen, bedürfte es einer ganzen Nummer des «Sacrifiés». Aus diesem Grunde sehen wir uns gezwungen kurz zu resumieren. Bemerkenswert sei nur noch, daß die langen Debatten über dieses Vorhaben ein Beweis dafür sind, mit welchem Ernst und welcher Sorgfalt darüber beraten wird.

Als Titel für das nationale Denkmal wurde vorgeschlagen: «Monument national des victimes de l'occupation allemande 1940-1944.» Ein anderer Vorschlag: «Monument national des victimes du nazisme»

Die Mutilierten von Reims

Sie trafen sich auch dieses Jahr, Der «Papp», wie sie Dr. René Schroeder nennen, sorgt seit fast einem Vierteljahrhundert für den Fortbestand dieses Synchronisierens, das für Außenstehende vielleicht unbegreiflich ist, wenn sie hören, mit welcher Offenheit in diesem Freundeskreis über eines jeden Gebrechen gesprochen wird. Da gibt es keine falsche Scheu, kein abstoßendes Mitleid und schon gar keine pharisaisch niedergeschlagenen Blicke oder gar boshafte Zurücksetzungen. Dazu kennen sie sich schon viel zu lange; dazu haben sie sich unter viel zu leidvollen Umständen kennengelernt.

wurde fallen gelassen, mit der Begründung, daß, wenn man in Deutschland über die Nazis nachfragt, einem die Antwort zuteil wird, es habe nur zwei Nazis gegeben, und diese seien tot. Nach dem Kriege gab es überhaupt keinen Nazi mehr. In Wirklichkeit sah u. sieht es leider Gottes anders aus. An die Stelle Adolf Hitlers trat Adolf von Thadden. Nur ist er noch nicht soweit wie sein Vorgänger.

Das neue Moment, das Denkmal zusammen mit der L.P.P.D. und den Resistenzorganisationen zu errichten, machte viele Delegierte skeptisch. Diese Reaktion ist begreiflich, da sich mancher an die leid-traurige Schreiner-Barbel-Plaquette-Affäre in Esch-Alzette erinnerte. Trotzdem sind die Zwangsrekrutierte gewillt, das nationale Denkmal in Zusammenarbeit mit den Resistenzorganisationen auf dem «Kano'nenhiwel» in Luxemburg zu bauen. Um keinerlei Anstoß zu erregen, wurde ebenfalls der Titel des Monumentes, der bereits als feststehend galt und lautete: «Monument national des victimes de l'enrôlement forcé», fallengelassen. Doch kann gegebenenfalls noch immer darauf zurückgegriffen werden.

An unserem guten Willen soll niemand zweifeln, und wir sind fest entschlossen, trotz aller Widerwärtigkeiten der Vergangenheit, einen Akt der nationalen Solidarität zu setzen. Damit erklärten die Delegierten einstimmig einverstanden.

Dadurch, daß die Würfel der Platzwahl nun endgültig gefallen sind, findet unsere «Journée commémorative nationale» dieses Jahr am 15. September in Luxemburg statt. Die Sektion Luxemburg und das «Comité régionale centre» wurden mit der Organisation betraut.

Nachdem die Delegierten zur «Médaille de la reconnaissance nationale» (diese ist inzwischen durch großherzoglichen Beschluß Wirklichkeit geworden) Stellung genommen hatten, wurde der Vorstand beauftragt jene Resolution zu verfassen, deren Wortlaut wir bereits in der vorigen Nummer des «Sacrifiés» veröffentlichten.

Nach einem kurzen Schlußwort des Präsidenten Jos. Weirich, dem zuvor der Vertreter der Sektion Luxemburg-Stadt, Kamerad Jos. Hintgen, für die uneigennütigen Bemühungen um die Belange der «Enrôlés» im Namen aller gedankt hatte, wurde die Generalversammlung der Delegierten der «Association des enrôlés de force victimes du nazisme» aufgehoben. Der Erfolg ist bemerkenswert.

sn

Damals, als sie körperlich und seelisch fast völlig am Ende waren und kaum noch Vertrauen in die grausame Menschheit hatten, damals lernten sie auch den «Papp» kennen. Er gab ihnen, unter der tatkräftigen Mithilfe von Colonel Frazer, zuerst die Hoffnung auf ein sinnvolles Leben wieder. Doch er ließ es nicht bei dieser bereits großen Tat bewenden. In langen Jahren führte er sie, die teilweise schon aufgegeben hatten, zur echten Freude am Leben zurück.

Zu dieser Therapie gehört auch der alljährliche Tag der Gemeinsamkeit, eine Medezin, die der «Doktor» nicht nur verschreibt, sondern die er, als «Papp», auch

jeweils besorgt und verabreicht. An diesem Tag, da sie ganz unter sich, unter wahren Freunden sind, fallen alle Hemmungen, die ihnen ihre Gebrechen sonst auferlegen, wie welke Blätter ab. Dann erzeugt ein Arm ohne Hand keine neugierige Barmherzigkeit; dann wird die Beinprothese zu einem normalen Körperteil; dann ist das Lachen eines zerschossenen Gesichtes keine Grimasse; dann ist jeder ein wirklich vollwertiger Mensch.

Auf Samstag, den 8. Juni, fiel dieses Jahr der Tag der Freundschaft. Zwei Tage zuvor war eine Delegation – Dr. Schroeder an der Spitze – zum amerikanischen Friedhof nach Hamm gefahren und hatte dort Blumen am Memorial niedergelegt, Blumen der Dankbarkeit für jeden dort ruhenden GI, dem unsere Freiheit ein noch größeres Opfer abverlangt hatte als den schwergezeichneten Mutilierten von Reims.

Und am Freitagabend hatten sie in Steinfort am Grabe ihres zuletzt verstorbenen Freundes Jean Neiseler gestanden und auch ihm einen Blumengruß dargebracht.

Am Samstag fuhren sie dann nach Verdun, an jene Stätte, wo so viele sterben mußten durch die Unvernunft der Menschheit, durch das Unvermögen der Politiker, die Menschen so leben zu lassen, wie sie es von Natur aus bestimmt sind: in Frieden!

Die Sonne hatte freundlich bei der Abfahrt der zwei Busse – dankenswerterweise von der Armee zur Verfügung gestellt – in Luxemburg gestrahlt. Sie leuchtete auch hell über der gemarterten Landschaft um Douaumont, dem Ossuaire, die Tranchée des Baionnettes, die Reste der zerstörten, mahnenden Dörfer.

Mahnung!

Das sind nicht nur die Denkmäler, die errichtet wurden. Es sind die Wälder und Hecken hier ringsum, in denen wieder Vögel singen und bauen; es sind die abertausende von Leichenresten, die in den Gewölben des Ossuaire geschichtet sind; es sind die neun «vergessenen» Tote, die Révérend Homant im vergangenen Jahr auf einem seiner Gänge durch das ehemalige Kampfgebiet auffand; es sind die vielen tausend Kreuze, die für die vor 50 Jahren Gemordeten aufgestellt wurden, und deren Anblick so grauenhaft deutlich an jene ebenfalls zu tausenden zählenden Totenmale erinnern, die bei Hamm stehen und, ein Vierteljahrhundert später erzwungen, ein trauriger Beweis des Nichtverstehens sind.

Wird die Mahnung dieses Mal verstanden werden?

Die Mutilierten von Reims haben sie längst verstanden. Wie sollten sie auch nicht, da sie, wie nur wenige, wissen um die Not, das Leid und die Todesangst all dieser Toten!

Und bei dem in der Kapelle des Ossuaire abgehaltenen Gottesdienst, wie auch beim Niederlegen eines Blumengebindes beten und hoffen sie still und ohne pathetische Rede,

«daß kommenden Generationen auf ewig solch wahnsinniges Morden erspart bleiben möge»!

★

Radikaler Szenenwechsel: Mittagessen im «Coq Hardi». Die exquisite Küche, im Verein mit den ausgezeichneten Schätzen des Kellers, machten froh und unbeschwert. Erinnerungen wurden wach und formten sich zu Worten: Reims, Suippes, Bar le Duc, Mourmelon, Paris, St. Ménéhould . . . Was damals nicht alles war! Und der «Doktor» war immer dabei!

Der «Grand Ruban en or avec palmes», den die FVNEF ihm und Colonel Frazer verlieh, konnte nur eine kleine Anerkennung der großen Verdienste darstellen.

Beim Mokka dann die Ansprache von Dr. Schroeder. Traditionsgemäß kurz; traditionsgemäß auch ein Dank seinerseits, wo doch ihm der Dank gebührt: sein Dank dafür, daß sie alle heute gekommen sind und ihm durch ihr Hiersein seine Freude gemacht haben. Eine Minute des stillen Gedenkens an alle verstorbenen Kameraden aus schwerer Zeit und, außer der Reihe, an Jones'e Charel, der totkrank darniederliegt. (16 Tage später, am 24. Juni, stehen wir trauernd an seinem Grabe.)

Auch der Ferd spricht noch einige Worte: «De Président von der Association des Enrôlés de Force huet mech beoptragt, déne «Reimser» 5.000 Franc zu iwerweisen. Hien a sei Comité mengen, dat wiren sie eise Schwermutilierte schölleg.»

Bravo und Dank!

★

Blumenniederlegung am Monument de la Victoire. Victoire? – Sieg worüber? – Sieg für wen? Blumen für Tränen, Angst, Blut und Tod einer Generation.

Verdun, vor 50 Jahren gleichbedeutend mit Tod, Verdun lebt weiter. Junge Frauen tragen noch jüngere Kinder vorbei. Teens und Twens lachen hier wie überall sonstwo.

Und doch . . . !

Die sechzig oder siebzig Schwerversehrten, die um den großen, weißhaarigen Mann mit der dunklen Brille stehen, sie fallen hier nicht auf. Verstümmelte sind auch für die heutige Generation von Verdun ein gewohnter Anblick. Sie sieht sich nicht nach ihnen um. Unbekümmertheit? Macht der Gewohnheit? Trostloses Omen?

Die Sonne steht tief und verdeckt. Sie fahren heimwärts.

Drüben noch einmal Douaumont. Zwölf Menschen leben wieder dort. Ein Hoffnungszeichen für die Zukunft?

In Luxemburg fällt grauer Nieselregen.

«Merci, Papp! Au revoir!»

. . .

Anerkannt

Dieser Tage brachte mir ein guter Freund, dessen Leidenschaft im Sammeln interessanter Dokumente mir schon manchen Dienst geleistet hat, einen Zeitungsausschnitt, der trotz seines Alters noch recht bedeutungs-

voll ist. Es geht um einen Artikel, der auf Seite 11 der Nr 48 im «Trierischen Volksfreund» des Jahrganges 1966 erschien und der folgenden Wortlaut hat:

Vertriebene aus Luxemburg anerkannt

Eigenschaft als Vertriebene geht auch nach Rückkehr in das Vertreibungsland nicht verloren – Die Stadt Trier muß den Flüchtlingsausweis B ausstellen.

Eine Frau, die nach dem Krieg als Deutsche und wegen ihrer prodeutschen Haltung aus Luxemburg vertrieben worden ist, verliert die einmal erworbene Vertriebeneneigenschaft auch dann nicht, wenn sie einige Jahre später wieder nach Luxemburg zurückkehrt und dort eine Stelle annimmt. Diese Entscheidung traf die Dritte Kammer in Trier des Verwaltungsgerichts Koblenz. Damit wurde die Stadt Trier verpflichtet, eine 50jährige Klägerin als Vertriebene anzuerkennen und ihr den Flüchtlingsausweis B auszustellen.

Die Klägerin, eine geborene Deutsche, hatte 1942 einen Italiener geheiratet und seit 1943 in Luxemburg gewohnt. Von Januar bis Dezember 1945 war sie in Luxemburg interniert und anschließend nach Deutschland abgeschoben worden. In den folgenden Jahren wohnte sie in Trier. 1950 ging sie wieder nach Luxemburg zurück, angeblich um nach ihrem seit 1944 verschwundenen Ehemann und dem Verbleib ihrer Wohnungseinrichtung zu forschen. Sie nahm in Luxemburg eine Stellung an, kehrte aber 1951 wieder nach Trier zurück. 1963 erlangte sie wieder die deutsche Staatsangehörigkeit. Der Antrag bei der Stadt Trier auf Ausstellung eines Flüchtlingsausweises B wurde abgelehnt mit der Begründung, die Klägerin habe zu dieser Zeit nicht mehr den Status einer Vertriebenen inne. Durch die freiwillige Rückkehr nach Luxemburg im Jahr 1950 habe sie diese Eigenschaft verloren. Der Widerspruch der Frau wurde vom Stadtrechtsausschuß als unbegründet zurückgewiesen.

Die Trierer Kammer wandte sich an die deutsche Botschaft mit der Bitte um Übersendung der Beschlüsse und Verordnungen, die zur Ausweisung der Klägerin geführt haben. In einer Antwort des luxemburgischen Außenministeriums heißt es, daß die Vereinigung der Widerstandsbewegung am 13. Januar 1945 um eine Internierungsverfügung gebeten habe wegen der deutschen Abstammung und der deutschen Haltung der Frau. Dieser Bitte sei noch am gleichen Tag entsprochen worden.

In der jetzigen Verhandlung beteuerte die Frau, sie habe nach dem Krieg nie mehr ständig in Luxemburg bleiben wollen, sondern nur vorübergehend eine Stellung angenommen. Die Stadt dagegen stellte fest, die Klägerin sei nur deshalb wieder nach Deutschland zurückgekehrt, weil ihr 1951 die Fremdenkarte verweigert worden sei.

In ihrer Entscheidung hob die Kammer den Bescheid der Stadt Trier und des Stadtrechtsausschusses auf. Die Stadt muß den Vertriebenenausweis B ausstellen. Es sei nie in Zweifel gezogen worden, daß die Klägerin wegen ihrer deutschen Abstammung und ihrer Haltung aus Luxemburg ausgewiesen worden sei. Die Frage sei lediglich, ob die Frau diese Vertriebeneneigenschaft verloren habe, als sie 1950 nach Luxemburg zurückkehrte. In diesem Zusammenhang wurde auf ein Urteil des Bundesverwaltungsgerichts verwiesen, wonach eine einmal erworbene Vertriebeneneigenschaft auch durch die Rückkehr in das Vertreibungsland nicht mehr verlorengehen kann. Die Kammer habe zudem die Auffassung erlangt, daß die Klägerin ihren ganzen Lebensbereich nicht mehr nach Luxemburg verlegen wolle.

★

Erzwingt eine solche Geschichte nicht förmlich eine Reihe von Bemerkungen und Feststellungen?

Zunächst einmal die Frage: Wieso war es möglich, daß diese Frau – wegen ihrer prodeutschen, also anti-luxemburgischen Haltung aus Luxemburg vertrieben – im Jahre 1950 hier bei uns eine Stellung antreten konnte, obwohl am 13. 1. 1945 der Bitte um eine Internierungsverfügung entsprochen worden war?

Doch lassen wir die Einzelheiten. Mich persönlich überkommt jedes Mal ein eigenartiges Gefühl, wenn ich von derartigen Leuten lese, sie seien «Vertriebene», aus Luxemburg vertrieben worden. Wer hat sie denn vertrieben? Waren sie es nicht selber? Durch ihre «prodeutsche» Haltung? Ich möchte nicht erleben, was geschähe, wenn ich etwa heutzutage als Luxemburger nach Deutschland ginge und mich dort «pro-luxemburgisch» aufführte. Gewiß würden mir die dortigen Behörden recht klar und deutlich nahelegen, die Mosel wieder westwärts zu überschreiten und im eigenen Ländchen meine Theorien zu verbreiten. Wenn man mich nicht gar in irgendeinen bundesdeutschen «Dukkes» sperren würde! Und, rundheraus gefragt: Hätte man damit nicht sogar völlig recht?

Warum also dieses Theaterspiel um die sog. Vertriebenen, die zum größten Teil auch noch Verräter ihres eigenen Landes waren?!

Ob in Deutschland Vertriebene auch nach ihrer Rückkehr in das Vertreibungsland noch weiterhin als Vertriebene gelten oder nicht, kann uns völlig egal sein, da es sich ja um eine interne deutsche Angelegenheit handelt. Auch die Zuerkennung des Flüchtlingsausweises B berührt uns nicht direkt. Aber aus ihr ergeben sich Überlegungen und Schlüsse, die wir Zwangsrekrutierte nicht übersehen dürfen.

Der Flüchtlingsausweis B ist eine Bescheinigung dafür, daß dem Titular irgendwie im Vertreibungsland Unrecht oder Schaden zugefügt wurde. Dies muß wiedergutmacht werden und zwar moralisch wie auch materiell. Ansonsten der Flüchtlingsausweis nicht so begehrt wäre. Da für diese Anerkennung aber sinngemäß nur «Vertriebene» in Frage kommen können, da diese aber nur wegen ihrer damals «prodeutschen», d. h. anti-luxemburgischen, d. h. pro-nazistischen Haltung «vertrieben» wurden, ergibt sich der Schluß, daß man im Kriege Nazi gewesen sein muß, um vom heutigen Deutschland als entschädigungswürdig anerkannt werden zu können!

Ruft man sich nun die Logik in Erinnerung, daß nur jener Recht auf Entschädigung haben kann, der gelitten hat, dann wird einem klar, wie vollständig die historischen Tatsachen durch die Zuerkennung eines Vertriebenenausweises auf den Kopf gestellt werden. Durch ihn werden Nazis zu Opfern des Nazismus' gestempelt!

Aber eigentlich sollte gerade uns Zwangsrekrutierte eine solch defektive Überlegungsweise von «drüben» nicht wundern. Denn schließlich hat man uns, die wir doch zweifellos nur den Nazis unseren Leidensweg verdanken, nicht als Opfer des Nazismus, sondern nur als Kriegsoffer anerkannt. Daran hat sich deutscherseits bis heute nichts geändert. Ja, wenn wir uns damals freiwillig zu Großdeutschlands Heeren, womöglich noch zu seiner SS gemeldet hätten, dann wäre unsere Lage nach deutschem Recht eine völlig andere. Siehe oben! Dann könnten wir als «Vertriebene» aner-

kannt und entschädigt werden. Ja, wir könnten sogar ganz gemütlich hier in Luxemburg eine Stellung annehmen. Siehe ebenfalls oben! Wir dürften nur unseren «ganzen Lebensbereich nicht mehr nach Luxemburg verlegen wollen!» Wie gesagt: Wenn wir . . . ! So aber . . . !

Er ist ein Tiroler

«Alte Luxemburger Familien berufen sich auf ihrer Tiroler Abstammung. Sie tun das mit berechtigtem Stolz, denn die Tiroler Einwanderer und ihre Nachkommen brachten es zu etwas: Der profilierteste Luxemburger Tiroler Abstammung ist wohl Joseph Bech.

«Ich habe eine Kathrein als Urgroßmutter und einen Tschiderer als Urgroßvater, beide sind aus dem Paznaun eingewandert», erklärte Bech und öffnet sein Familienarchiv.

Diese Sätze wurden nicht – wie man leicht annehmen könnte – vor kurzem, anlässlich der pompös verkündeten Verleihung der Ehrendoktorwürde an Josef Bech durch die Universität Innsbruck geschrieben. Sie könnten vielmehr als Auftakt, als Vorbereitung zu dieser Ehrung gedacht gewesen sein. Denn sie erschienen bereits im Herbst 1967 in Heft 2 der Innsbrucker Kulturzeitschrift «Das Fenster» unter dem Titel «Tiroler in Luxemburg.»

Wir möchten niemand seine Abstammung zur Last legen; das wäre völlig ungerecht, denn er kann ja nichts dafür, selbst dann nicht, wenn aus dem betreffenden Landstrich Leute herkommen, die, nach ihrer Auswanderung, in einem anderen Lande ebenfalls Politiker wurden und die Welt in Brand setzten. Denn dieser kann nicht verantwortlich sein für das, was jener tat. Aber wir können es auch andererseits nicht gutheißen wenn jemand seine Abstammung als sein eigenes Verdienst darstellen möchte. Denn wenn das erste zur Verleumdung führen würde, müßte das zweite zum genau so verwerflichen Schmücken mit fremden Federn werden!

Gerade dies aber tat Josef Bech in der Ansprache, die er am 6. Juli 1968 in Innsbruck gelegentlich der vorerwähnten Ehrung hielt und die vom «Luxemburger Wort» als «wegweisend» bezeichnet wurde.

«So steigen in diesem Augenblicke die Erinnerungen auf, es weben sich in meinen Überlegungen die Fäden von Land zu Land, von Generation zu Generation, und es ist, als seien die Geschlechter meiner mütterlichen Vorfahren, die draussen auf den Friedhöfen des Paznaunales ihre Ruhestätte gefunden, heute bei uns zu Gast, und mit ihnen jene andere, die vor zwei Jahrhunderten nach Luxemburg ausgewanderten.

«Und doch wird sie bisweilen, wie auch manche ihrer Nachfahren, die Sehnsucht nach dem schönen Land Tirol überkommen haben.

Ihr Andenken, das der Tschiderer, Kathrein, Zangerle, Sallner, Mungenast, Kintzlé stammend aus Ischgl im Paznaun und aus anderen Tälern, soll seinen Anteil haben an der Ehre, die mir heute hier zuteil wird.»

Und Josef Bech geht noch einen Schritt weiter in dieser Richtung, wenn er sagt:

So aber können wir mit allem Nachdruck verlangen, daß unsere Regierung, und insbesondere unser Außenminister, sich energisch dafür einsetzt, daß ein Deutschland, das sich demokratisch nennt und dabei Entschädigungen an ehemalige Nazis leistet, auch endlich die Rechnung begleicht, die ihm aus unserer Zwangsrekrutierung erwachsen ist! d. f.

«Ob und wie der Fürstbischof von Trient mit meinen Vorfahren, den Paznauner Tschiderer verwandt war, weiß ich nicht zu berichten. Erlauben Sie, daß ich es in diesem Falle mit einem französischen Spruch halte, der kategorisch erklärt: Namensvettern und Verwandte, die es zu etwas gebracht haben, sind natürlich immer nahe Verwandte!»

Sollte dieses Bekenntnis etwa als das «wegweisende» in Josef Bechs Ansprache zu gelten haben?

Im übrigen ist die Laudatio, die bei dieser Gelegenheit, wie das so üblich ist, gehalten wurde, ein erneutes, typisches Beispiel dafür, wie man es «zu etwas» bringt.

Da wird – Laudatio ist bekanntlich Latein und kommt von laudare, d.h. loben! – alles Mögliche und oft sogar Unmögliches in die betreffende Person hineingehext, was nur irgend geht. Man zählt die Leistungen des zu Ehrenden in jedweder Ausdehnung auf, unterläßt nicht eine einzige seiner Taten, dafür aber alle seine Untaten, und schafft so ein Bild von ihm, das zwar sehr schön, aber auch genau so falsch ist. Lesen wir im «Luxemburger Wort» vom 8. 7. 68:

«Die Laudatio begann mit der Kurzcharakteristik, Dr. Bech verkörperte i. e. politisches Dynamit, persönliche Würde und wissenschaftlichen Weitblick. Dr. Bech verbinden viele Fäden mit der Heimat seiner Vorfahren, die aus dem Paznaun eingewandert waren. So ist der Beitrag des Tiroler Wesens in seinem Naturell nicht geringzuschätzen. In ihm vereinigen sich auf das glücklichste westfränkischer Witz, Tiroler Aufrichtigkeit und weitsichtiger, französischer Rationalismus.»

Eine vorwitzige, aber durchaus ernstgemeinte Frage: Aus welcher dieser drei Eigenschaften leitete Josef Bech wohl 1937 sein Maulkorbgesetz ab?

Diese «Leistung» fehlt natürlich in der dann folgenden Aufzählung der Großtaten des Ehrendoktoranden. Da geht vielmehr die Rede von: 50 Jahre seines Lebens in der aktiven Politik; 39 Jahre Regierungsmitglied; 18 Jahre deren Chef. Ein solcher Mensch «kann mit Fug und Recht zu den großen Baumeistern der Politik gezählt werden.» Dann: Unterschrift unter den Gründungsvertrag der EGKS, «zugleich das Ende und der Anfang einer großartigen Lebensaufgabe»; Vizepräsidentenschaft des Völkerbundes 1929; Vertretung Luxemburgs 1946 vor der UNO in San Franzisko; Unterzeichnung des Benelux-Vertrags, des Schuman-Planes, und «viele andere». «Dort erweist sich das große, ehrende Wort von einem «Baumeister» Europas.» Wen wundert es da noch, daß die europäischen Menschenrechtskonvention ebenfalls ein Werk ist, «an deren Erstellung Dr. Bech maßgebend beteiligt war»?!

Es war wohl auch sein maßgebendes Eintreten für die Menschenrechte, das ihn 1942 dazu führte, jenes ominöse Telegramm von London nach Lissabon zu senden, in dem es hieß: «Cessez tout secours aux

Luxembourgeois?!» Oder war es sein «weitsichtiger, französischer Rationalismus», der ihn im gleichen Zusammenhang damals den Ausspruch tun ließ: «Wät mächen ech mat déne ville Letzeburger hei zu London!?»

Man hat uns gefragt, warum wir den «alten Herrn» immer wieder angriffen; was wir gegen ihn hätten.

Die Antwort ist möglichst einfach: Ganz und gar nichts. Aber wir vertragen es nun einmal nicht, daß man die Geschichte verfälscht. Wir vertragen es nicht, daß man, indem man seine Taten immer wieder laut hinausposaunt, seine Untaten aber geflissentlich verschweigt, einen Mann auf ein Piedestal hebt, das ihm nicht zusteht. Wir verlangen keineswegs von einem Politiker, daß er nur Gutes tue und keinen Fehler begehe. Das vermag nun einmal kein Mensch. Aber wir akzeptieren auch nicht, daß man uns und der Welt

Fast ein Krimi, aber . . .

Nur ein Traum !

Eigentlich hatte Jäng es schon fast wieder vergessen als er zu Hause war. Aber dann kam es doch wieder, als er im Bett lag und nicht gleich einschlafen konnte.

Es war nur ein Gerücht, das ihm ein Bekannter zugetragen hatte, und Jäng konnte es auch nicht glauben. Ihm schien, als hafte der Geschichte etwas Ungeheuerliches an. Hieß es doch, unsere hohen Landesherrschaften hätten einen Plan, fix und fertig ausgearbeitet in der Tasche, um – genau wie am 10. Mai 1940 – im Falle einer neuen Invasion über die Grenzen unseres Landes hinweg in die Sicherheit zu fliehen!

Ungeheuerlich! Und – wie gesagt – Jäng konnte es auch nicht glauben und hatte es fast schon wieder vergessen als er zu Hause war.

Doch – wie ebenfalls gesagt – es kam wieder, bevor er schließlich einschlief.

Und dann träumte Jäng. Dabei geschah das, was im Traum meistens eintritt: Wirklichkeit und Fantasie mischten sich zu einem skurilen Ganzen, einem Gemisch von Möglichem und Unmöglichem.

Jäng sah im Traum einen hohen Herrn. Wohl konnte er dessen Gesicht nicht genau erkennen, aber es war mindestens ein Minister. Und dieser hohe Herr blickte finster auf die schrecklichen und gewaltigen Invasionswolken, die sich anschickten, über unsere Landesgrenzen hereinzubrechen. Verzweifelt suchte der Herr Mindest-Minister nach einem Spalt der Hoffnung in dem grausigen Wolkendunkel. Es gab keinen.

Da holte der Herr seinen vorbereiteten Generalstabsplan aus der Tasche und studierte ihn aufmerksam. Dann trat er vom Balkon ins Innere des Hauses zurück und weckte die ganze Familie, die bereits völlig abreisefertig gekleidet war.

Auf ein Klingelzeichen spritzte der dafür zugeeilte, ständig in Bereitschaft liegende Nachrichtler ins Zimmer und erhielt den Auftrag, die Durchführung der Anweisung 144 in die Wege zu leiten. Über das Gesicht des «Gorilla» ging ein Leuchten.

«Endlich!», knurrte er erfreut. «Endlich hat das blöde Theaterspiel vom Spionenfänger ein Ende, und man kann seine eigentliche Aufgabe erfüllen!»

Und er sauste los, transportierte die 36 Koffer mit den vielen ultrageheimen Familiendokumenten zum Fin-

einen solch fehlerhaften Menschen als «den großen Luxemburger», «den großen Europäer», kurz: «den großen Menschen» hinstellt.

Josef Bech wurde bei seinem Austritt aus dem politischen Leben genügend, an *all* seinen Taten gemessen, sogar mehr als genügend geehrt. Damit hätte es genug sein sollen. Was danach kam war des Guten zuviel. Und was in den letzten paar Jahren geschah, verlangte geradezu eine Richtigstellung. Man lege die abgedroschene Platte mit den unwahren, weil unvollständigen Lebensläufen und Lobhudeleien ins Archiv und spiele sie höchstens noch im (Tiroler) Familienkreise, dann werden wir uns nicht mehr mit Josef Bech befassen.

fe

Le bureau de Comptabilité

Jean REISDOERFER

accepte des travaux de Comptabilité et de Correspondance.

46, rue Tony Dutreux - Tél.: 41 394
L u x e m b o u r g

del, den Herrn Mindest-Minister mitsamt Anhang hinterher, verfrachtete alles in einer der vier Freundschafts-Luxair-Maschinen, während drüben bei den anderen drei Maschinen ebenfalls emsiger Betrieb herrschte.

Im Innern der Maschine sagte der hohe Herr, nachdem alles gemäß Plan verstaubt war, zu seiner Frau Gemahlin:

«Hab' ich dir nicht immer gesagt, daß dieser Flugbetrieb zwar schrecklich viel Geld kostet, aber eines Tages doch seinen wirklichen Zweck erfüllen würde!?»

Draußen wurden bereits Anstalten getroffen, die Türen zu schließen und die Landebrücken fortzurollen, da kam noch einer angerannt. Auch ihn konnte Jäng nicht deutlich erkennen, aber in der Hand schwenkte er die Harmonika-Blätter seines Diplomatenpasses wie eine Fahne im Sturmwind. Aber er mußte zurückbleiben, denn als ein «Gorilla» die Papiere prüfte, stellte er fest, daß irgendwo irgendein Stempel fehlte.

Und noch etwas sah Jäng in seinem Traum: Sich selber. Er sah sich aufrecht in seinem Bett sitzen und streckte die Hände verlangend nach den Flugzeugen aus. Er, der biedere Bürger wollte auch mitfliegen, aber für ihn war kein Platz mehr da. Deshalb hatte man ihm auch die Barmherzigkeit erwiesen, ihn ungestört in den Morgen hinein schlafen zu lassen.

Inzwischen hatten die unheilswangeren Wolken bereits die Startbahn erreicht und schickten sich an, das ganze Flugfeld einzuhüllen. Da heulten die Freundschaftsmotoren los und die Maschinen entflohen durch die Wolkenschwaden in das helle Sonnenlicht.

Und vom Motorengedonner wachte Jäng auf. Keuchend vor Aufregung und schweißgebadet.

Lange saß er starr und stumm und stierte vor sich hin. Dann murmelte er mit keuchenden Lippen:

«Gottseidank! Es war nur ein Traum! Aber wenn ich mir vorstelle, es könnte Wirklichkeit sein . . . !»

Satiris

Fête Nationale

Ein großes Fest!

Ein erhabenes Fest!

Der Festtag des ganzen Landes!

Verbunden mit zurückgewonnener Freiheit!

Ausdruck des Friedens und des Nationalstolzes!

Umsomehr befremdet es, feststellen zu müssen, wie Jahr für Jahr der Sinn und die Bedeutung unseres Nationalfeiertages von gewissen Kreisen unserer Bevölkerung (das ist immerhin noch ein bescheidener Ausdruck) ausgelegt werden.

Abgesehen davon, daß unser Nationalfeiertag mit ruhigem Gewissen einen Tag vor- oder zurückverlegt werden kann, was außer in Luxemburg bis heute wohl noch in keinem anderen Land üblich ist, kann man sich zumindest des Gedankens nicht erwehren, was sich eigentlich so außergewöhnlich viele Luxemburger unter ihrem Nationalfeiertag vorstellen.

Geradezu angewidert stellt man immer wieder fest, daß an diesem Tage endlos lange Autoschlangen mit Luxemburger Kennnummer auf deutsche Grenzübergänge lossteuern.

Es dürfte doch kaum ans Unmögliche grenzen, diesen LUXEMBURGERN, als Empfehlung sozusagen, folgendes Aushängeschild an ihren Wagen anzubringen:

«WIR WOLLEN HEIM INS REICH»

Vielleicht wäre es auch kein Ding der Unmöglichkeit, diesen Nationaltagscheuenden den aus dem letzten Krieg traurig-bekanntes «Roff», mit der Aufschrift «Heim ins Reich», zu besorgen. Es gab deren ja eine Unmenge.

Und allen luxemburgischen Vereinen und Clubs die wir hier aus nationalem Schamgefühl nicht namentlich aufführen wollen, und die, als fadenscheinigste aller Ursachen, die Begründung angeben, daß an diesem Tage im Ausland die Geschäfte geöffnet sind, (anscheinend um deutsche Souvenirs zu erstehen) könnte man das vorgenannte Aushängeschild ebenfalls wärmstens empfehlen.

Die Zwangsrekrutierten jedenfalls, und mit ihnen viele gleichdenkende Luxemburger, verbringen ihren Nationalfeiertag würdig.

Weder am Nationalfeiertag, noch an irgendwelchem anderen Tag möchten sie «Heim ins Reich», denn sie waren einmal dort, und diese Zeit reicht aus, um für ein Leben lang von diesen Bedürfnissen befreit zu sein.

E.W.

Im «tageblatt» vom 18. Juni 1968 stellt Peter Lambert die Frage:

«Kann der Nazi-Ungeist «ausgeschwitzt» werden?»

Zur tieferen Betrachtung und zum Nachdenken legen wir unsern Lesern nachfolgende Auszüge vor:

. . . «Der Feind steht rechts, nur rechts». Nun, der Feind der Menschlichkeit, des Friedens und der Freiheit hat immer noch rechts gestanden, und das

Bonns Verhandlungsangebot

Bonns Verhandlungsangebot an Prag.

Unter diesem Artikel, der in der Tageszeitung «France-Journal» vom 11. April 1968 erschien, sollen der Kürze halber nur folgende Abschnitte erwähnt werden:

« . . . im gegenwärtigen Zusammenhang verdient der Passus über die Tschechoslowakei besondere Aufmerksamkeit. Bonn versichert, eine Verhandlung mit Prag zu wünschen und zwar auf der Basis der Nichtgültigkeit der Verträge von München aus dem Jahre 1938, die, – wie erinnerlich – unter dem Druck Hitlers einen Teil der Tschechoslowakei an Hitler-Deutschland brachten.»

Und weiter heißt es in diesem Artikel:

« . . . Diese Debatte hat natürlich einen FINANZIELLEN Hintergrund. Wenn das Münchener Abkommen – sei es auch nur für einen Augenblick – bestanden hat, so haben die ihres legal auf deutschem Boden gelegenen Eigentums beraubten Sudetendeutschen ein Recht auf Entschädigung . . .

. . . Es wäre dies nicht das erste Mal, daß sich zwei Regierungen verständigen, um auf irgend eine Weise die Opfer einer großen Wanderung zu entschädigen . . . »

Soweit die besagten Ausschnitte.

Man lese und staune:

Bonn macht von sich aus Verhandlungsangebote an Prag. Auf Intervention der luxemburgischen Regierung in Sachen Zwangsrekrutierten aber gab es für Luxemburg als einziges Bonner Verhandlungsangebot nur ein kräftiges und entschlossenes NEIN.

Komischerweise bekräftigt Bonn stets den festen Wunsch, nach guten Beziehungen zu sämtlichen Nachbarstaaten.

Deshalb wünschen die luxemburgischen Zwangsrekrutierten, daß endlich einmal zu ihrer Forderung – statt eines kategorischen Neins – ein Bonner Verhandlungsangebot gemacht wird.

Die luxemburgischen Zwangsrekrutierten warten seit 23 Jahren auf eine Entschädigung und seit 9 Jahren auf ein Bonner Verhandlungsangebot.

Kommt dies nicht zustande, dann doch wohl nur weil Bonn allem Anschein nach mit Luxemburg KEINE gutnachbarlichen Beziehungen wünscht!

Luxemburgs Zwangsrekrutierte wollen auf keinen Fall ihr ganzes Leben lang den französischen Schlagler auf sich angewandt wissen:

J'attendrai, le jour et la nuit, j'attendrai toujours . . .

E.W.

Und mit Erstaunen lasen wir in einer luxemburgischen Zeitung, sie glaube nicht daran, daß durch die deutschen Notstandsgesetze die Gefahr einer Diktatur heraufbeschworen werden kann. Welche Ahnungslosigkeit, kann man dazu nur sagen. Selbstverständlich sind Notstandsgesetze in den Händen einer demokratischen Regierung und eines demokratischen Bundestages ziemlich ungefährlich, aber wer garantiert denn dafür, daß nicht einmal die Christlich-Demokratische Union (CDU) und die neue Nazipartei zusammen eine Regierung bilden? Im nächsten Bundestag haben diese beiden Parteien sowieso mit hundertprozentiger Sicherheit die absolute Mehrheit. Und was dann? Schon heute ist beim bayrischen Ableger der CDU, der CSU (Christlich-Soziale Union), die Neigung sich mit den Rechtsradikalen zu arrangieren und mit ihnen zu paktieren, bedenklich groß. Daß ein zweites Papen-Experiment mit hundertprozentiger Sicherheit wieder schief gehen würde, dies stört die unverbesserlichen Optimisten im sogenannten bürgerlichen Lager nicht. Sie haben nichts gelernt.

Der Bazillus des Rechtsradikalismus wirkt in allen drei deutschen Parteien, und gerade das ist sehr bedenklich. Er beschränkt sich also nicht auf die neue



Chambre des Députés
Compte rendu analytique

65. Sitzung / Donnerstag, den 20. Juni 1968
Herr SCHAUS Emile (CSV):

Anläßlich der Debatten vom Februar 1967 über verschiedene Maßnahmen zugunsten der Opfer von unrechtmässigen Handlungen der Besatzungsmacht hatten verschiedene Abgeordnete die Aufnahme von Verhandlungen zwischen der luxemburgischen Regierung und derjenigen der Bundesrepublik auf neuer Basis gefordert.

Der Außenminister hatte damals eine Wiederaufnahme der Diskussionen zwischen den beiden Regierungen befürwortet, damit eine sowohl vom moralischen als auch vom materiellen Standpunkt aus gerechte Lösung zugunsten unserer Zwangsrekrutierten, die Opfer des Naziregimes wurden, gefunden würde.

Sechzehn Monate nach diesen Debatten möchte ich nun vom Außenminister erfahren, wie weit diesbezügliche Verhandlungen mit Bonn fortgeschritten sind.

Herr GREGOIRE, Armeeminister:

Über die von den Herren Schaus und Wohlfahrt gestellte Frage kann augenblicklich aus politischen und psychologischen Gründen noch keine

Nazipartei, die einen immer stärkeren Zulauf hat. Und trotzdem wird auf der anderen Seite immer noch geträumt. Wie sagte doch Willy Brandt in Luxemburg: Den Rechtsradikalismus können wir ausschwitzen. Dieses Wort des sonst so honorigen und redlichen Mannes war ausgesprochen töricht. Darauf ist er erfreulicherweise anschließend aufmerksam gemacht worden, ob es genutzt hat, wissen wir nicht, nur kann man befürchten, daß, wenn etwas ausgeschwitzt werden würde, es nicht der Rechtsradikalismus sein wird . . .

Vielleicht stellt man sich auch von deutscher Seite aus die Frage, was ein Land angesichts der in der Bundesrepublik erneut drohenden Gefahr von rechts zu tun vermag, das nicht mit dem Gewicht von einigen tausend Bataillonen aufwarten kann? Wir wissen, daß da allerhand geschieht, daß man immer wieder die westlichen Regierungen und Organisationen des früheren Widerstandes auf die bedrohliche Entwicklung in der Bundesrepublik, unterstützt mit genügend Material, aufmerksam macht. Wir stellen diese Bemühungen, die uns von höchster Stelle versichert wurden mit großer Genugtuung fest und können nur hoffen, daß sie nicht vergeblich sind.

öffentliche Diskussion stattfinden. Die Fühlungen, die zwischen den beiden Regierungen stattgefunden haben und stattfinden, und deren Resultate noch nicht abzusehen sind, könnten durch unangebrachte Interventionen beeinträchtigt werden.

Dazu dreierlei:

1. Der Außenminister wurde befragt, der Armeeminister antwortete. Verwunderlich? - I wo! Nicht in unserer Abgeordnetenversammlung. Die hat ihre eigene Logik.

Päng!

Außerdem: Die beiden Minister sind ja eine Zweieinigkeit. Wessen das Herz des Außenministers voll ist, dessen geht der Mund des Armeeministers über.

Päng!

2. Wer ist hier wohl gemeint, der «durch unangebrachte Interventionen» Schaden anrichten könnte?

Etwa unsere Deputierten?

Dann: Danke für Ihre offenerherzige Beurteilung der Fähigkeiten unserer Volksvertreter, Herr Armeeminister!

Päng!

Oder etwa wir, die Zwangsrekrutierten?

Dann: Danke für Ihr Urteil über uns, Herr Armeeminister! Wir werden es zu honorieren wissen.

Päng!

3. Ist es in dieser Angelegenheit nicht so, daß lediglich die Schaffung einer Kommission beschlossen wurde, zu welcher bisher nur luxemburgischerseits die Vertreter ernannt worden sind? Sollte die Beeinträchtigung, die der Herr Armeeminister «durch unangebrachte Interventionen» befürchtet, etwa darin bestehen, daß die deutschen Mitglieder dann zu schnell bestimmt würden?

Päng!

Rien ne sert

d'honorer les morts, si l'on ne fait rien pour ceux qui vivent encore.

Les enrôlés de force, victimes du nazisme, qui, par leur simple présence, sont pour beaucoup dans leurs mémoires et dans leurs coeurs le vivant reproche de tous les jours, demandent au Gouvernement luxembourgeois la prompte liquidation de leur «contentieux».

En tant que groupe non encore indemnisé par les Allemands, ils exigent de leur Gouvernement - et ceci dans l'intérêt de l'économie nationale du pays - de faire rentrer la créance que l'Allemagne doit envers le Grand-Duché de Luxembourg, créance résultant d'actes illégaux et criminels commis par les Allemands du 3e Reich, en enrôlant de force dans leurs armées des citoyens luxembourgeois.

Einhorn & Fils

textiles en gros

Spécialiste en Astralon
exclusivité en Fred Perry

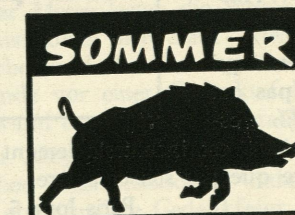
12, rue M.-Koener tél.: 522-74 ESCH-s.-ALZETTE

Les enrôlés de force victimes du nazisme, par leurs expériences et ayant à coeur les hauts intérêts de la nation luxembourgeoise et de ses citoyens, proclament que seul un dialogue objectif et sincère doit permettre d'aborder d'abord, de résoudre ensuite les problèmes entre gouvernement et catégories en cause. Ce-ci est vrai pour les étudiants, les jeunes travailleurs, les paysans, le monde du travail manuel et intellectuel et aussi pour les «enrôlés» comme pour les peuples et les hommes.

Sean

SOMVYL

von



der neuartige PVC-Wandbelag (2,5 mm stark) für Hausflur - Bad - Küche usw.

- unbegrenzt haltbar
- dekorativ
- isolierend
- stossfest
- abwaschbar
- kratzfest

der ideale Wandbelag wie ihn jeder sich wünscht!

Fordern Sie Prospektmaterial, Postkarte genügt.

J. Al. Schlechter

148, Bvd de la Pétrusse
L U X E M B O U R G
Téléphone : 224 22

Lu pour vous

Le danger nazi

Le Chancelier Kiesinger a manifesté publiquement l'inquiétude que lui causait la montée du parti Neo-Nazi N.P.D.

S'adressant aux Allemands de l'Ouest depuis la tribune du Bundestag, il leur a demandé de cesser de voter pour le N. P. D. en raison des craintes que l'es-dor de cette formation *provoque* à l'étranger. «Les responsables du pays ont le devoir de tout faire pour convaincre ceux qui ont voté pour le N.P.D. du pré-judice qu'ils ont infligé à l'Etat et à la population en donnant l'impression qu'il existe une grave renaissance du nazisme», a déclaré le chancelier. Au moment où, avant-hier, M. Kiesinger prononçait ces paroles, dix-neuf députés travaillistes demandaient au gouvernement britannique de consulter celui de Bonn, les dirigeants ouest-allemands et les dirigeants européens – y compris M. Kossyguine – «pour définir une politique commune destinée à parer à la renaissance du nazisme».

Paris Jour 2. 5. 68

Qui l'eut cru?

Un Allemand de l'ouest sur cinq (19% exactement) estime encore que l'Autriche devrait être rattachée à l'Allemagne.

Même parmi ceux qui ne revendiquent pas cet «Anschluß», 64% estiment que l'Autriche est incontestablement allemande tant par sa culture que par son caractère.

Paris-Jour 5. 3. 68

Kiesinger: il faut écraser les néo-nazis

Bonn, mardi (A.F.P.) – Nous devons écraser le N.P.D. (parti néo-nazi) d'ici aux élections législatives de 1969», a déclaré, hier le chancelier ouest-allemand

DIMANCHE, le 15 SEPTEMBRE PROCHAIN

chaque enrôlé de force, sans aucune exception, sera présent à la

Journée Commémorative Nationale à Luxembourg

Kiesinger après le succès de ce mouvement qui a obtenu 10% des voix de Bade-Wurtemberg.

Pas cher payé

Franz Rademacher, condamné à cinq ans de prison, est ressorti libre du tribunal de Bamberg.

Le procureur avait réclamé contre cet ancien chef des Affaires juives au ministère des Affaires étrangères du IIIe Reich, collaborateur direct d'Bechmann, une peine de quinze ans de prison. Il est le responsable du massacre de 3.300 juifs serbes et de la déportation des juifs français, belges, hollandais et des Balkans. Le tribunal ne l'a condamné qu'à cinq ans de prison et l'a fait remettre en liberté immédiatement pour «tenir compte des quatre ans et deux mois de préventions» effectués par Rademacher entre les mains des Américains. Pour les dix mois suivants, le tribunal a décidé de faire bénéficier Rademacher du sursis.

Paris Jour 3-5-68

Epris de respect pour la personne humaine, épris de liberté pour l'avoir si longtemps perdue, les enrôlés de force, victimes du nazisme, demandent à tous les responsables des nations civilisées de faire en sorte que le nazisme ne renaisse jamais; qu'un nouvel Hitler ne surgisse pas au hasard de difficultés politiques et sociales parfois orchestrées.

Sean

propres. Et il y a toujours eu une minorité de violents paranoïdes prêts à entraîner le monde vers la violence et l'oppression.

Le tout est que le monde ne se laisse pas convaincre. Il y avait infiniment plus de moutons que de loups dans les foules hitlériennes.

Ce qu'il faut éviter, c'est que la rage ne gagne pas les moutons.»

Le monde

«Pourquoi néo-nazis? Il doit y avoir là bon nombre de nazis tout court. Après tout les jeunesse hitlériennes de la «belle époque» n'ont guère plus de quarante à cinquante ans. C'est la fleur de l'âge pour la politique.

Quant aux autres, pourquoi leur donner un nom emprunté au passé? Chaque époque sait engendrer ses horreurs pro-

Oenner Ons

Journée commémorative zo' Schoetter

Refus vun der Sectio'n des Feier an enger fr'erer Reichsarbeitsdienstbud ofzehälen.

We' all Joer huet d'Sectio'n Schoetter op Christihimmelfahrtsdag hirer gefälener a vermesster Kollege geduecht.

We'gent den Arbechten an der Kirch, sollt des Feier an der preisescher RAD-Bud ofgehäle ginn, de' bei der Kirch stät, an aus dem Schrasseger RAD-Lager stämt. (Et ass jo bedauerlech, dass d'Gemeng an d'Paar Schoetter kën aneren öffentleche Versammlungsraum hunn).

De Comité vun der Sectio'n war sech kloer, dass d'Enrôlés sech net eso' weit erofsetze könnten. Zum Gleck krut d'Sectio'n Schoetter dunn d'Kapell vun de Scouten um Neiheischen zur Verfügung gestallt. Den Här Professor Richard, Direkter vun Institut St-Jean, ass der Sectio'n entgennt kom, vir d'Mass ze zelebr'eren. So' konnt dann, we' all Joer op Christihimmelfahrtsdag, d'Journée Commémorative op eng würdeg Mene'er gefeiert ginn.

An der iwervöllter Kapell «MARIE DES BOIS» om Neiheischen hunn d'Leit an d'Jongen sech zesumefond, de' de Krig getraff hat. En e'schtklassege Gesank an de' ergreifend Wirder vun Här Professor Richard, dé selwer agezu war, hunn am klengen, einfache Raum zo' enger onerwart sche'ner Feier begedroen.

We' virun der Gedenktafel eng Gerbe Blumme nidergelugt guf, huet d'Schoetter Musek d'Sonnerie aux Morts ugestemmt, an «d'Hémécht» huet all de' Leit, de' un der Feier dälgeholl hunn, an der Erönnung un de' erlieften Onmenschlechketen, me' no beienäbruecht.

OPPRUFF UN D'JONGEN VUM JOERGANG 1926

Mir hun virgesin fir eis dest Joer am Hierscht ze treffen. All de' Jongen de' den 13. Juli 1944 an d'RAD-Lageren GEMBITZ an DEUTSCH-WALDE a Polen angezunn go'wen, an sech no 24 Joer wellen erem gesinn, sollen hier Adress durch eng Postkärt un én vun dénen folgenden Kollégen mattdélen:

Brosius Léon, 1, rue des Trévires, Luxembourg – Tel. No 240 67

Graaf Victor, 29, rue du Vieux Marché, Vian-den – Tel No 840 24

Wolter Jean, 9, rue du Lycée, Esch-Alzette – Tel. No 529 99

de Muysen Guy, 1, bd Prince Henri, Luxembourg – Tel. No privat 219 39, büro 478 243.

Grevenmacher

Am Sonntag den 7. Juli beging die Sektion Grevenmacher die bereits zur Tradition gewordene «Journée vun de Maacher Jongen».

Grevenmacher gedachte seiner Söhne, die im Krieg von den Deutschen zwangseingezogen worden waren und ihr Leben weitab der Heimat lassen mußten.

Als gegen 18.00 Uhr hoch droben vom «Kreizerberreg» das Glöcklein der gleichnamigen Kapelle seine hellen Töne über Grevenmacher, das Moseltal auf u. abwärts und über den Grenzfluß hinweg bis ins deutsche Gebiet schickte, hatte sich eine ansehnliche Menschenmenge auf dem Parvis vor der Kapelle eingefunden. Der stark ansteigende Weg dorthin mochte manchem zu schaffen gemacht haben. «De Calvair» nennen ihn die Grevenmacher. Und mit Recht.

Als ich ihn bestieg, mußte ich unwillkürlich an jenen anderen Kreuzweg denken, den wir Zwangsrekrutierte vor 26 Jahren antraten. Denken mußte ich auch an all die ungezählten schweren Stunden jener Kriegsjahre. Es war ein Kalvaria, an dessen Ende das Kreuz für 3.500 junge Luxemburger stand.

Der kleine Ort auf dem «Kreizerberreg» mit seiner Kapelle, ist so richtig geeignet, stille Zwiesprache mit den toten Kameraden zu halten! Bittere Erinnerungen wurden wach. Grauenhafte Szenen erstanden wieder vor dem geistigen Auge der wiedergekehrten Zwangsrekrutierten.

Pater Armand Schwall, – ein «Maacher Jong», auch den Leidensjahrgängen angehörend, war der Zwangsrekrutierung entgangen, da er damals in einem Kloster in der unbesetzten Zone Frankreichs studierte, – hielt den Gottesdienst, den der Grevenmacher Kirchenchor durch stimmige Gesänge verschönerte.

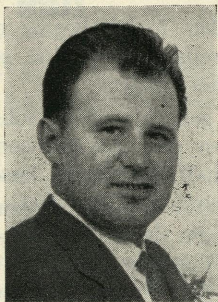
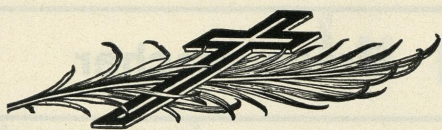
Nach der Messe legten die verschiedenen Vereine und Organisationen der Stadt Grevenmacher unter Trommelwirbel und dem Totengeläute des Glöckleins Blumengebinde vor einer Gedenktafel nieder, die an der Außenwand der Kapelle angebracht ist.

Mit dem Abspielen der Nationalhymne durch die Grevenmacher Musikgesellschaft nahm die schlichte, aber desto ergreifendere Gedenkfeier ihren Abschluß.

Der Zentralvorstand hatte darauf gehalten mit einer starken Delegation an dieser Feierstunde teilzunehmen. So bemerkten wir die Sektionsfahne der Stadt Luxemburg, viele Delegationen aus Nachbarsektionen und vom Zentralvorstand die Kameraden Fernand Hurst, Alfred Witry, Jemp Bertrand, Jeng Hames, Ernest Steichen und dessen Gattin.

Nach der Gedenkfeier offerierten die Kameraden der Sektion Grevenmacher zusammen mit der «Maacher Kellerei» in deren Räume einen Ehrenwein. Bei dieser Gelegenheit hielten der «Maacher» Sektionspräsident, der Bürgermeister, sowie die Kameraden J. Hames und E. Steichen von der Föderation resp. dem Vorstände der Assoziation der Zwangsrekrutierten kurze Ansprachen.

Nach einem Gedankenaustausch trennten wir uns von den Kameraden und dem schönen Moselstädtchen Grevenmacher.



Le 24 juin 1968 est décédé à Luxembourg-Kirchberg, âgé de 44 ans, après une longue et douloureuse maladie,

Charles JONES

époux de Jeanny Steichen,

Né le 1. 9. 1923, il partageait, pendant la guerre de 1940 à 1945, le lot difficile de la génération martyre. Après la fin des hostilités, il rentra blessé gravement à la jambe gauche. Il était obligé de faire soigner cette blessure du 8. 6. 45 au 4. 11. 45 dans les hôpitaux militaires de Bar-le-Duc, Commercy et Reims.

C'est donc après une vie pleine de douleurs que Charles Jones nous a quitté. Ses camarades enrôlés de force, victimes du nazisme, lui garderons un souvenir inaltérable.



Le 10 juillet 1968 est décédé à Dudelange notre camarade

Charles SCHMELER

époux de Marie-Nora Conterno,

après une longue et douloureuse maladie, à l'âge de 45 ans.

La fédération des victimes du nazisme, enrôlés de force, et tous ses membres affiliés lui garderons un souvenir inaltérable et expriment leurs sincères condoléances à son épouse, ses deux enfants Marthe et Roby ainsi qu'à toute la famille éplorée.

Fernand de Muysen †

In den letzten Mai Tagen schied aus diesem Leben ein Freund unserer «Enrôlés de Force», den wohl nur wenige gekannt haben. Seine beruflichen Verdienste wurden in der Tagespresse gewürdigt, aber niemand hob seine Verdienste um die Rapatriierung hervor. Durch die Kriegswirren war es ihm nicht mehr möglich, seinen Beruf als Ingenieur-conseil auszuüben. So kam Herr de Muysen dank seiner russischen Sprachkenntnisse in leitende Stellung im Office du Rapatriement.

Unter der Direktion des Herrn Jos. Kaufman und später Herrn Alex Boever, blieb Herr de Muysen in emsiger Arbeit dem Rapatriement verpflichtet. Es war nicht seine Art, seine Person in den Vordergrund zu stellen. Das viele Leid lindern zu helfen war sein Ziel und in aller Bescheidenheit blieb er mehrere Jahre emsig an der Arbeit.

Ihm ist zu verdanken, daß wir in russischer Sprache mit den Sowjetbehörden korrespondieren konnten. An der Gestaltung des Photo-Albums unserer Vermißten, nahm Herr de Muysen maßgeblichen Anteil. Die Übersetzung in kyrillische Schrift war sein Werk.

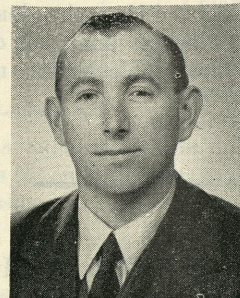
Nach seinem Ausscheiden aus dem Commissariat stellte sich Herr de Muysen spontan für unsere Belange zur Verfügung. Oft baten wir ihn um seine Ansicht über die Form der zu unternehmenden Schritte. Gelegentlich des Besuches des Herrn Tchikalenko vom Russischen Roten Kreuz war es Herr de Muysen, der unsere Worte übersetzte, und die Wiedergabe des russischen Interpreten überwachte.

Wir verlieren in ihm einen verdienstvollen bescheidenen Mann, einen treuen Freund unserer Sache, der er mit ganzem Herzen ergeben war.

Schreiber dieses war mit ihm mehrere Jahre in engem Kontakt. Zusammen mit dem verewigten Herrn Oster haben wir oft beraten, was noch getan werden könnte. Zuvorkommend und dienstbereit war Herr de Muysen von immer gleichbleibender großer Freundlichkeit und der Sache der «Enrôlés» zugetan.

Die Eltern aller Vermißten werden ihm stets ein ehrendes Andenken bewahren.

Der Vorstand der Elternvereinigung



Le 21 juin 1968 est décédé à l'âge de 48 ans, après une longue et douloureuse maladie, notre camarade

Marcel MAJERUS

Né le 25 novembre 1920, il avait été enrôlé de force par l'occupant allemand. Profitant d'un congé de maladie à son domicile à Gonderange, il tourna le dos aux envahisseurs allemands, désertant et disparaissant en cachette à Welscheid. Après plusieurs mois de vie en cachette, il rentra, après la libération du Luxembourg, définitivement dans son village natal, fortement éprouvé aussi bien physiquement que moralement par suite des sévices subis. Les camarades d'antan et tous les enrôlés de force, victimes du nazisme, lui garderons un souvenir inaltérable.